

Il y a une question que je voudrais poser au ministre. Je n'étais pas ici quand il a parlé. Je suis un profane qui ne s'y entend pas tellement en économie, mais je ne comprends pas très bien comment le fait de relever l'exemption sur les articles rapportés au Canada de \$100 à \$300 va aider les Canadiens et les entreprises canadiennes. C'est intéressant. Je sais que des Canadiens vont avoir besoin d'un camion pour rapporter les articles des États-Unis et d'autres parties du monde.

M. Munro (Esquimalt-Saanich): Ils vont recourir aux services de Maislin.

M. Crosby: C'est peut-être cela, monsieur le Président. Maislin Transport va les ramener des États-Unis jusqu'à Montréal. Cette entreprise sera payée pour transporter la marchandise.

Dans le peu de temps qu'il me reste je voudrais parler d'une question que tous les habitants de la région atlantique ont à cœur, celle des disparités régionales. En avril, il y a un an, nous avons adopté la constitution. Elle exigeait du gouvernement qu'il s'efforce de réduire les disparités régionales et d'assurer l'égalité partout au Canada. Le budget ne dit pas un mot des inégalités entre les régions ou de leur développement économique.

• (1750)

Aujourd'hui, dans les provinces de l'Atlantique, tout le monde est au courant du problème des pêches. Un rapport qui a été soumis au gouvernement recommande un programme d'action tout à fait essentiel pour sauver la pêche. Il comprend l'injection de 280 millions de dollars dans la région. Le budget n'en dit rien du tout. C'est un dur coup qui est porté à la région de l'Atlantique et à ceux qui s'occupent de pêche. Cela veut dire que la relance va être retardée d'une autre année.

Nous qui observons le gouvernement savions qu'il était en difficulté en juin 1982 quand il a présenté son budget. L'inflation, le chômage et les taux d'intérêt étaient à la hausse, mais le gouvernement a prétendu que l'inflation et les taux d'intérêt étaient les sources de nos maux et qu'il fallait les réduire. Le gouvernement a instauré son programme de restrictions à 6 et 5 p. 100. Il savait que l'inflation et les taux d'intérêt fléchiraient parce que l'activité commerciale était nulle. Il savait que le problème pouvait se régler.

Il a présenté le programme des 6 et 5 p. 100 qui n'avait rien à voir avec l'inflation ou les taux d'intérêt. Il a seulement volé quelques dollars à quelques fonctionnaires. Les taux d'intérêt et le taux d'inflation ont baissé. Maintenant, le gouvernement crie victoire et nous fait savoir comment il va relancer l'économie. Il va imposer des impôts supplémentaires en octobre 1984. Je peux dire à la Chambre ce que va faire le gouvernement. Il va déclencher des élections en septembre 1984 et prétendre qu'il a résolu tous les problèmes du Canada. En fait, il n'en résout aucun. Il n'y est pas parvenu au cours des trois dernières années et il n'y parviendra pas au cours des 12 ou 18 mois prochains, car il est totalement incapable de voir les réalités de la vie économique. Il se retranche derrière des phrases creuses et des budgets vides.

M. Evans: Monsieur le Président, le discours du député était très enrichissant. Mais c'est toujours à l'œuvre qu'on connaît l'artisan. Le fait qu'il n'ait trouvé rien d'important à critiquer dans le budget montre, comme je l'ai constaté tout l'après-midi, que l'opposition n'arrive pas à soutenir une attaque

sérieuse. Le député a passé le gros de son temps à parler des petites entreprises et de la nécessité de les aider. Pourrait-il nous dire quelle a été la réaction de M. John Bulloch, président de la Fédération canadienne des entreprises indépendantes, et de M. Geoffrey Hale, président de l'Organisation canadienne des petites entreprises après le dépôt du budget hier soir?

M. Crosby: Monsieur le Président, je ne peux pas dire exactement quelle a été leur réaction, mais je peux lui faire part de l'attitude de M. Bulloch et d'autres entrepreneurs du pays. Au cours des trois dernières années et des derniers budgets et déclarations financières, ils ont toujours dit que le gouvernement étouffait leurs activités et ne leur donnait aucun encouragement à travailler, à se développer et à contribuer à l'économie. Cette attitude gêne gravement leur action comme ils l'ont dit dans maints et maints rapports, notamment certains qui sont devant moi.

Dans le cas de la Fédération canadienne des entreprises indépendantes, elle a présenté un nombre incroyable de suggestions. Comme je l'ai dit dans mon discours, elle veut que le gouvernement favorise le développement et la création d'entreprises. De ce fait, elle considère avec bienveillance tout changement d'attitude de la part du gouvernement. Je pense qu'elle voit cela comme un changement d'attitude, à l'inverse du Programme énergétique national qui a virtuellement détruit l'industrie pétrolière au Canada, et à l'inverse des promesses de projets gigantesques tels que ceux que le ministre des Finances, alors ministre de l'Énergie, voulait entreprendre dans tout le Canada en 1980, sur la côte est, en Alberta, etc. Cette fois-ci, ce ne sont pas les considérations éthérées que nous avons entendues précédemment, c'est la reconnaissance du fait que l'économie ne sera rétablie que par le secteur privé. De la part du ministre des Finances et de ses collègues du gouvernement libéral, c'est un véritable revirement.

Pendant des années, nous avons dit au ministre et au premier ministre (M. Trudeau) qu'ils devaient s'en remettre au secteur privé pour assurer la relance et la croissance économiques. Finalement, après avoir tout essayé et échoué, le ministre des Finances s'est ouvert les yeux. Je pense que M. Bulloch et ses associés de l'entreprise et de l'industrie du Canada voient des signes concrets de conversion, et ils applaudissent, c'est naturel.

Ce que je veux dire à M. Bulloch c'est: «Ne faites pas confiance à un morceau de papier. Les dollars ont l'effigie de la reine, prenez les dollars». Attendons de palper les billets.

J'attends un gazoduc, que le ministre avait promis, depuis trois ans maintenant. Je ne peux pas avoir le gaz dans ma maison. Je dois encore payer du mazout importé, même si le ministre avait promis, dans son Programme énergétique national, qui faisait partie du budget, que nous aurions un gazoduc.

M. Bulloch veut s'assurer que cette personne, qui est maintenant ministre des Finances, n'essaie pas de le rouler avec ces encouragements aux entreprises comme elle m'a roulé quand elle a dit que j'aurais un gazoduc. A la question, je réponds que les gens sont heureux parce qu'ils le croient. Je demande à mon collègue de me supporter. Nous savons tous les deux que seul le temps nous dira, ce qu'il en est mais il ne faut pas oublier le gazoduc.